

## Déjeuner du Cercle des Réseaux Européens autour de **Monsieur Olivier Guersent**

Chef de cabinet du commissaire Michel Barnier

- décembre 2013 -

*Les membres du Cercle des réseaux européens se sont réunis pour le dernier déjeuner-débat de l'année 2013 autour de M. Olivier Guersent, chef de cabinet du commissaire Michel Barnier, chargé du marché intérieur et des services.*

*Le thème de clôture 2013 portait sur les principaux enjeux européens à venir.*

Deux axes majeurs constituent le cheval de bataille du commissaire Barnier : l'agenda du G20 et l'union bancaire.

Concernant l'agenda du G20 et la stabilité financière, L'Europe et les Etats-Unis composent le couple de tête pour apporter

des solutions. En effet, 80 % des transactions financières se font entre les Etats-Unis et l'UE. L'objectif de ce G20 est de trouver des règles strictes mais interopérables. « La stabilité financière n'apporte pas de croissance économique mais elle évite d'en perdre » selon M. Guersent.

L'Union bancaire, permet de défragmenter le marché et de briser le cercle vicieux des dettes souveraines, de mutualiser la résolution des entreprises bancaires et d'éviter la propagation systémique. Le premier résultat du trilogue a abouti à un accord des 28 sur la résolution bancaire, prochaine étape, la réunion au Conseil ECOFIN. « Les Etats n'ont pas le choix », nous dit M. Guersent, « ils doivent fédéraliser la gestion des systèmes bancaires ». Le système de résolution sera effectif en 2016. Cette démarche de bail-in permet de résoudre les problèmes de solvabilité des banques, et d'éviter la nationalisation massive des banques en cas de crise. Par ailleurs, M. Barnier a proposé un système de garantie des dépôts de la zone euro (qui n'a pas été retenu).

*Comment se situent les pays européens hors de la zone euro ? Comment régissent-ils ?*

Les pays « non euro », dépendent de la zone euro, leurs destins sont liés, même s'ils n'en font pas partis. Ils sont donc très attentifs aux réformes et aux décisions prises dans la zone euro. L'Etat membre emblématique des « non euro » est le Royaume-Uni, qui a aussi été touché par la crise. L'Union bancaire va permettre de créer une infrastructure bancaire unifiée de la zone euro. Par ailleurs, des mesures sont nécessaires pour lutter contre les différentiels de compétitivité, et instaurer une stabilité durable. Une politique industrielle de la zone euro est également obligatoire, pour un choix collectif de l'échelon de décision de la zone euro.

*Est-ce le début de la gouvernance économique ?*

« Ce n'est pas le début de la gouvernance économique », elle a déjà commencé avec les 6 packs, 2 packs etc et les grandes orientations de politiques économiques. Le modèle de démocratie bruxellois n'est pas adapté à gérer une masse de délégation aussi nombreuse. Chaque élargissement pose de plus en plus de problèmes et complique les mécanismes de décision. Des réformes de gouvernance interne auraient permis de mieux intégrer les nouveaux entrants. Par exemple, le renforcement de la directive sur le détachement des travailleurs aurait dû être fait avant l'élargissement.



La zone euro est confrontée à des problèmes institutionnels, administratifs liés à la gestion de plusieurs budgets, il serait donc plus efficace d'avoir un budget fédéral. Il manque également une politique commune en matière d'éducation et de formation.

La normalisation est le prix à payer du marché intérieur, c'est le cas également pour la gouvernance économique.

## *Les élections européennes*

Depuis le traité de Lisbonne, les chefs d'Etats doivent prendre en compte les résultats des élections européennes pour nommer le Président de la Commission. La CDU a proposé il y a trois ans que les partis politiques se dotent d'un leadership fort afin d'être plus visible auprès des citoyens, le groupe politique arrivé en tête des élections désignera un candidat à la présidence de la Commission. La plupart des groupes politiques ont déjà désignés leurs candidats, le PPE, pourtant à l'origine de l'initiative, ne s'est pas encore prononcé en faveur (ou non) d'un candidat.

Il est très probable que les eurosceptiques représentent 30% des parlementaires européens suite aux élections de mai prochain.

Qui sera le prochain commissaire français ?

Rien n'est encore décidé mais quelques noms circulent, comme l'ancien directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, la députée européenne Elisabeth Guigou ou encore le Ministre de l'économie, Pierre Moscovici.